



ASSOCIATION MARCEL HICTER

Du « soft power » au marteau de Thor : le rôle de la coopération culturelle en temps de conflits

Par Robert Alagjovski (*collaborateur de l'Association Marcel Hicter*) et **Frédéric Jacquemin** (*directeur de l'Association Marcel Hicter pour la Démocratie culturelle*)

Il a fallu un long cheminement pour donner à la culture un rôle affirmé au sein des relations internationales.

De nombreux efforts individuels et collectifs, menés à l'échelle multilatérale, ont abouti à des textes faisant date, depuis la Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle de 2001 jusqu'à la Communication conjointe de l'Union européenne de 2016, document décrivant sans doute le mieux la place importante accordée à la culture dans les politiques extérieures européennes.

Cependant, les tensions géopolitiques actuelles remettent profondément en cause la capacité de la culture et des acteurs culturels à initier le dialogue et la coopération entre les peuples et les nations.

Si la plupart des artistes et des travailleurs culturels prennent désormais position de manière affirmée en faveur de la démocratie, de la justice et des droits culturels, de nouveaux obstacles apparaissent néanmoins face à celles et ceux qui souhaitent voir la culture redevenir un espace de dialogue, de rassemblement et de coopération entre les peuples.

La culture entre dialogue et géopolitique

Au cours des deux dernières décennies, l'Union européenne a construit une politique de relations internationales faisant de la culture un pilier central du rapprochement entre les nations. Cette approche reposait sur l'idée que la culture constitue une forme de « soft power » capable de favoriser la compréhension mutuelle et de renforcer les valeurs démocratiques à travers les échanges artistiques, la coopération culturelle et le dialogue entre les peuples. Elle s'inscrivait dans les principes européens de respect de la diversité, de dialogue interculturel et de multilatéralisme.

Aujourd'hui, cette approche est confrontée à des pressions sans précédent. Dans un contexte marqué par la lutte pour la domination mondiale, un usage immodéré de la violence et par un recul démocratique observé jusque dans la sphère dite « occidentale », il devient de plus en plus difficile de considérer la culture comme un outil de « puissance douce ». L'idée selon

laquelle la culture pourrait demeurer détachée des polarisations idéologiques est aujourd'hui profondément remise en cause.

Les programmes culturels et les festivals internationaux apparaissent désormais loin d'être des espaces neutres de résolution des conflits ou de construction de ponts entre sociétés. Ils deviennent eux-mêmes des terrains de positionnement politique voir à cet égard le cas du **Festival de Flandre de Gand (Festival van Vlaanderen Gent)**, qui a annulé la venue du chef d'orchestre israélien **Lahav Shani**.

Le « meilleur des mondes » de l'art et de la culture comme piliers du dialogue interculturel semble se fissurer dans un ordre international qui abandonne progressivement les principes du droit international.

L'écosystème d'artistes influents, d'intellectuels progressistes et de créateurs engagés refuse désormais d'être réduit à un rôle d'instrument de diplomatie publique. Beaucoup choisissent plutôt de se placer en première ligne des combats pour la démocratie et les droits humains. On peut notamment citer le cas du collectif **Artists for Palestine UK ou La Monnaie à Bruxelles** a rapidement affiché son soutien à l'Ukraine en organisant des concerts solidaires et en accueillant des artistes ukrainiens.

La vision de l'Union européenne : intégrer la culture à la diplomatie

Contrairement à la diplomatie culturelle dominante dans de nombreuses politiques nationales, l'Union européenne a progressivement développé une approche spécifique des relations culturelles internationales. Plutôt que de mettre les échanges culturels au service d'intérêts nationaux ou d'une influence stratégique, l'UE a tenté de promouvoir un modèle plus participatif et coopératif.

L'étape majeure en ce sens date de 2016 avec la Communication conjointe « Vers une stratégie de l'UE dans le domaine des relations culturelles internationales ». Cette stratégie mettait l'accent sur le dialogue, la co-création, la diversité culturelle et les partenariats avec les acteurs locaux. L'objectif consistait à favoriser les échanges réciproques bien plus que d'exporter la culture européenne, ce qui s'inscrit dans une conception large de la démocratie culturelle, où les citoyens participent à la construction du sens collectif et du débat public.

La mise en œuvre de cette stratégie repose sur un large écosystème d'acteurs : les institutions européennes, le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) ainsi que le réseau EUNIC, qui rassemble les instituts culturels des États membres de l'Union européenne (Institut français, Goethe-Institut, Instituto Cervantes, Centre Wallonie-Bruxelles, etc.).

Bien que ces instituts culturels nationaux restent encore largement attachés à des approches classiques de diplomatie culturelle, plusieurs initiatives récentes témoignent d'une évolution vers des modèles davantage collaboratifs. Ceux-ci s'appuient plus fortement sur les organisations de la société civile, les initiatives culturelles locales et les artistes des deux côtés de l'échange culturel. Le programme **EU–Africa Partnership for Culture** constitue à cet égard un exemple intéressant. Celui-ci repose sur une coopération entre instituts culturels européens et acteurs locaux de la société civile africaine, avec une attention particulière portée aux mobilités artistiques, aux industries culturelles et créatives ainsi qu'au dialogue interculturel.

Une diversité mise à l'épreuve

Deux événements culturels récents à portée mondiale illustrent la fragilité de la culture comme espace de compréhension mutuelle : la Biennale de Venise et le Concours Eurovision de la chanson. Tous deux, présentés comme des espaces d'échange international, se sont transformés en scènes de confrontation géopolitique liées à la guerre en Ukraine et aux conflits au moyen orient.

La Russie est exclue de la Biennale de Venise (arts plastiques et architecture mais aussi la Mostra de Cinéma) depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022. En 2024, la représentante israélienne Ruth Patir avait fermé son exposition en déclarant qu'elle ne rouvrirait qu'en cas de cessez-le-feu et d'accord sur la libération des otages.

Le Concours Eurovision connaît chaque année des tensions similaires. Bien que l'Union européenne de radio-télévision ait insisté sur le caractère apolitique de la compétition, de nombreuses manifestations en Europe ont contesté cette neutralité. Plusieurs diffuseurs et organisations de la société civile ont estimé qu'il devenait impossible de maintenir une posture neutre lorsque les conflits armés dominent l'actualité internationale et l'opinion publique.

Le risque d'instrumentalisation de la culture

Ces exemples montrent comment différents États utilisent aujourd'hui la culture comme instrument géopolitique. La culture peut être mobilisée dans des stratégies d'influence mêlant soft power, diplomatie culturelle, désinformation et récits géopolitiques. Du côté de puissances dites « illibérales » telles que la Russie ou la Chine, les institutions culturelles et les récits civilisationnels sont mobilisés depuis plusieurs années afin de soutenir des objectifs géopolitiques et de renforcer des sphères d'influence.

La Chine investit massivement dans les réseaux culturels internationaux et les programmes éducatifs afin d'accroître sa présence et sa légitimité sur la scène mondiale. On compte aujourd'hui plus de 500 Instituts Confucius dans le monde, dont près de 60 en Afrique, devenue une zone d'intérêt stratégique majeure pour Pékin depuis les années 2000.

Cette situation pose un dilemme complexe aux sociétés démocratiques. Les États les moins attachés aux principes de l'État de droit n'hésitent pas à instrumentaliser la culture à des fins d'influence, voire de justification de politiques expansionnistes. Les références constantes de Poutine à l'héritage culturel panslave puisent ainsi dans des réservoirs symboliques et historiques détournés pour légitimer une politique de conquête et d'affirmation impériale.

Conclusion : défendre la culture comme espace démocratique

Les États occidentaux apparaissent, quant à eux, souvent plus prudents quant à l'usage explicite de la culture comme instrument de politique extérieure. Cette retenue s'explique par une méfiance historique envers toute instrumentalisation politique de la création artistique et des institutions culturelles. La coopération culturelle doit-elle cependant rester ouverte et universelle même en période de conflit, ou les institutions culturelles doivent-elles adopter des positions politiques explicites ? Les controverses autour des grands événements culturels démontrent, quoi qu'il en soit, que les publics ne sont plus des consommateurs passifs. Les citoyens attendent désormais des institutions culturelles qu'elles prennent en compte les

réalités sociales et politiques contemporaines. L'approche européenne des relations culturelles internationales, fondée sur le respect de la diversité et le dialogue, demeure une ambition noble et propose une alternative aux modèles strictement stratégiques ou nationalistes de diplomatie culturelle.

Cependant, le contexte géopolitique actuel révèle aussi les limites et les contradictions de cette vision. Les guerres, la polarisation du débat public et, peut-être aussi, le besoin d'une prise de position plus affirmée poussent de plus en plus les institutions culturelles à adopter des positions politiques, qu'elles le souhaitent ou non.

Sans abandonner les principes d'ouverture et de dialogue qui les ont vu naître, les politiques culturelles européennes gagneraient sans doute à adopter une position plus forte et plus revendicative, notamment sur les questions liées aux droits culturels, à la liberté de création et à la protection des artistes et des opérateurs culturels confrontés aux conflits, aux régimes autoritaires ou aux discriminations.

il s'agirait, pour l'Europe, de « frapper du marteau de Thor », autrement dit d'assumer une position plus visible, plus affirmée et plus offensive dans la guerre culturelle et narrative que se livrent aujourd'hui plusieurs puissances hégémoniques pour le contrôle des imaginaires, des récits et de l'influence culturelle mondiale.

References et ressources contextuelles

Commission européenne, Communication conjointe : *Vers une stratégie de l'Union européenne pour les relations culturelles internationales* (2016).

Agenda européen de la culture (2018).

Haneş, Nicolae and Andrei, Adriana. (2015). Culture as soft power in international relations. International Conference Knowledge based organization. Vol. XXI No 1 2015.

Higgot, Richard and Lamonica, Alessandro Giovanni. (2021). The role of culture in EU Foreign Policy: Between International Cultural Relations and Cultural Diplomacy. ØKONOMI & POLITIK #4/2021.

MacDonald, Stuart and Murray, Andrew. (2022). Soft power and cultural relations, A comparative analysis. ICR Research Ltd.

McMillan, Marianna. (2017). EU's New Cultural Diplomacy Platform: A means for 'Soft Power' in a multipolar world. University of Navarra.

Szucs, Tamas. (2023). Beyond the Battle of Narratives: Global soft power dynamics and the EU's strategic approach on international cultural relations in the context of the emerging new world order. Robert Schuman Centre for Advanced Studies Working Paper 2023/46.

Zonova, Tatiana 2012. Cultural diplomacy as a soft power tool in EU-Russia relations. Academy for cultural diplomacy.